

LE CODE ÉLECTORAL ADOPTÉ SANS AMENDEMENTS NOTABLES

Le «croche-pied» du FLN

Coup de théâtre à l'Assemblée populaire nationale avec le vote, jeudi, des deux projets de loi portant code électoral et Haute instance indépendante de surveillance des élections dans la version gouvernementale ou presque avec seulement de mineurs réaménagements de forme apportés.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Indéniablement, l'empreinte de Ammar Saâdani est dans les deux textes. Et c'est un député du vieux front, Lyès Saâdi pour ne pas le nommer, un habitué des interventions en plénière de l'Assemblée qui, avant-hier, en a fait le terrible aveu : «c'est le secrétaire général du parti qui nous intime l'ordre d'agir conformément aux textes du gouvernement et nous en tant que militants disciplinés, nous n'avons d'autre choix que de nous y soumettre». Un propos qui venait contredire l'engagement du député en chef du front qui, l'avant-veille, annonçait la disponibilité du FLN à accéder au vœu de l'opposition, celui de reformuler, voire d'annuler carrément les deux articles litigieux du projet de loi portant code électoral, les 73 et 94, instituant aux

partis des seuils de voix obtenues lors des derniers scrutins pour prétendre prendre part aux prochaines élections.

En effet, la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN, et conformément à la tradition, n'a retenu dans son rapport complémentaire, qu'un amendement, de pure forme encore, sur la centaine proposée. Autrement dit, son rapport complémentaire a repris presque textuellement la version de l'Exécutif. Ce qui a eu pour effet immédiat, la décision de boycott de l'alliance de l'Algérie Verte, du FJD, rejoignant, ainsi, le FFS qui avait, deux jours auparavant, opté pour la bouderie de cette séance de vote. Ne restait en course du côté de l'opposition que les députés du PT qui, fidèles à leur stratégie participa-



L'APN, une mécanique bien huilée.

tionniste, ont mis à profit les nombreux amendements, une trentaine, dont celui donnant le droit aux militaires de voter par procuration, tous inaboutis, qu'ils ont introduits, pour vilipender les deux projets de lois de

par le caractère liberticide et de remise en cause du multipartisme qu'ils véhiculent.

Ce qui n'a aucunement gêné outre mesure les députés de l'allé-geance qui, dans leur symphonie

habituelle, ont adopté les deux projets de lois dans une mécanique bien huilée. Avec au bout, ce commentaire d'un parlementaire du PT qui renseigne on ne peut plus amplement sur l'immense dépit qui s'est emparé de l'opposition, ainsi revenue de ses illusions parlementaires.

Aujourd'hui plus que par le passé, nous avons la preuve des limites, voire de la vanité de l'action parlementaire, affirme-t-il. D'où la lancinante question liée à la probabilité de voir cette même opposition taire ses divergences tactiques et s'entendre enfin, sur un même mot d'ordre, comme par exemple de boycotter ensemble les prochains scrutins. Option que l'on n'exclut pas d'ores et déjà au RCD, au MSP, Nahda, Islah et FJD.

Reste à faire arrimer à cette stratégie le PT et le FFS, visiblement revenus de leurs illusions tactiques de mettre du «mouvement dans le statu quo» que le vieux front avait brandi pour expliquer sa participation aux élections législatives du 10 mai 2012.

M. K.

PROJETS DE LOIS DE CODE ÉLECTORAL ET DE HAUTE INSTANCE DE SURVEILLANCE DES ÉLECTIONS

Benflis : «le pouvoir cherche sa survie»

Le parti des Avant-gardes des libertés a réagi à l'adoption des projets de lois portant code électoral et institution d'une Haute instance indépendante de surveillance des élections.

Dans un communiqué signé, avant-hier, de son président, le parti dit déceler dans ces deux projets de lois «la logique de survie et de quête désespérée de la pérennité où s'inscrit aussi la volonté d'une ferme reprise en main que manifeste le régime politique en place à l'égard du paysage politique national».

Et à Ali Benflis de se faire plus explicite en considérant qu'à travers le projet de loi organique sur le régime électoral, le régime politique en

place se prépare à récupérer d'une main ce qu'il a été contraint de concéder de l'autre en 2012 au moment de la grande panique que les révolutions arabes ont introduite dans ses rangs».

Un projet de loi qui objecte de «redonner à l'appareil politico-administratif en place le dernier mot dans une reconfiguration du paysage politique en place conforme à ses intérêts et à ceux de ses clientèles politiques traditionnelles».

Une stratégie dans laquelle s'inscrit également l'autre projet de loi organique sur l'instance de surveillance des élections qui, selon lui, «n'a de l'indépendance et de la hauteur que le nom et rien d'autre, puisque «laissant les portes grandes ouvertes à la tricherie politique et à la fraude électorale», en ce sens,

estime-t-il, qu'elle «ne les endigue pas mais leur fournit une nouvelle couverture sous laquelle elles peuvent continuer à se perpétuer et à prospérer. Et par cet artifice peu trompeur, elle leur donne seulement un nouveau souffle». Ce qui fera dire au président du parti des Avant-gardes des libertés que l'Algérie «ne stagne plus, elle régresse et recule dangereusement», du fait que «la facture de ces reculs et de ses régressions est déjà lourde et il ne fait aucun doute qu'elle est destinée à s'alourdir davantage par le seul fait d'un régime politique plus soucieux de sa quiétude et de son confort que de ceux de la Nation».

Pour l'ancien chef de gouvernement, «le régime politique en place, qui est dos au mur, livre des combats d'arrière-garde contre les droits, les



Ali Benflis.

libertés et le pluralisme politique. Il s'éloigne plutôt qu'il ne se rapproche de l'Etat de droit», estimant que

«dans une telle situation, le pays tout entier est le plus grand perdant».

M. K.

POUR LE RCD

Une «succession en vase clos» se prépare

Le RCD accuse le pouvoir en place de se livrer à «l'organisation d'une succession en vase clos», au moment où le pays est «livré à des menaces multiples que la fin de règne chaotique de Bouteflika lègue aux Algériennes et aux Algériens».

C'est là le constat établi par le secrétariat national du parti au bout de sa réunion mensuelle ordinaire tenue jeudi dernier. Pour cette instance du RCD, le pays «n'est plus seulement une proie qui exacerbe les luttes de clans et les appétits des factions», se basant sur «les déséquilibres régionaux flagrants et les injustices qui alimentent le sentiment d'exclusion d'une jeunesse vouée au chômage ou à l'expatriation». Et de considérer que «jamais l'unité de son peuple et l'intégrité du pays n'ont été aussi menacées depuis le recouvrement de l'indépendance, y compris pendant la décennie noire du terrorisme qui a, au demeurant, suscité la mobilisation citoyenne pour la sauvegarde de l'Etat républicain».

Pour le parti que préside Mohcine Belabbas, le pouvoir pour les besoins donc de cette «succession à vase clos», recourt à la remise en cause des «quelques espaces chèrement arrachés et exhibés, il y a un peu, comme un faire-valoir démocratique», avec, cite-t-il, «le ver-

rouillage projeté de la vie publique qui compromet et engage la mise au pas des médias privés, qui continuent de refuser de monnayer leur ligne éditoriale, augure des lendemains incertains». Il y a aussi «l'adoption à la hussarde par un Parlement, de surcroît illégitime, de lois restreignant l'exercice d'une catégorie du peuple algérien de ses libertés, les militaires à la retraite en l'occurrence, ainsi que de nouveaux dispositifs liberticides» qui préparent, selon lui, «les futurs hold-up électoraux d'un pouvoir politique qui a fait définitivement le choix de l'isolement». L'allusion est ici claire puisqu'il s'agit de la loi obligeant les officiers de l'ANP à la retraite à la réserve ou encore des deux projets de lois organiques portant code électoral et Haute instance indépendante de surveillance des élections.

Le bureau exécutif du RCD a également traité de la répression contre les syndicats autonomes et leur exclusion des réunions tripartites, en violation des lois en vigueur. Ce qui «fausse,



Mohcine Belabbas.

relève-t-il, le dialogue social», estimant que «les travailleurs qui ont accompli les années légales de cotisation ont le droit de postuler à la retraite sans condition d'âge» et que «toute autre réforme à ce sujet impose d'associer l'ensemble des représentants des salariés au même titre que les organisations des employeurs (publiques et privées) et de mettre

fin à l'accapement de la gestion des Caisses sociales par la direction de l'ex-syndicat unique, l'UGTA». Pour le RCD, «l'équilibre de la Caisse nationale de retraite appelle d'abord le recouvrement de toutes ses créances et une gestion transparente sous le contrôle des représentants légitimes des salariés».

S'agissant du nouveau modèle économique mis en branle tout récemment par le gouvernement, le RCD considère que celui-ci ne semble être «qu'une éternelle recherche d'argent frais pour limiter les ponctions dans le Fonds de régulation des recettes», rappelant à juste titre, que «l'échec des tentatives de réintégrer l'argent de l'informel et celui de l'emprunt obligataire qui vire, désormais, à des injonctions administratives aux assurances, aux banques et autres caisses, comme la CNR, démontre que sans projet et vision économique, il est vain de prétendre mobiliser les capitaux et les forces vives du pays». Pour lui, «le gouvernement n'a d'autre ambition que de passer le guet en consolidant son budget de fonctionnement pour continuer à subventionner la paix sociale et entretenir ses clientèles allant jusqu'à l'annulation pure et simple de projets programmés (CHU, pétrochimie, rail...)».

M. K.